

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Quand-les-casseurs-dictent-leur,579.html>

Quand les casseurs dictent leur loi (1)

- Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 22 mai 2013

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

C'était promis juré : ils allaient « réguler ». D'un G8 à un G20, de Londres à Pittsburgh, en passant par les sommets européens, ils le répétaient : tout allait changer, le « capitalisme fou » deviendrait sage, la spéculation serait « entravée », la finance « encadrée », les banques « surveillées », les paradis fiscaux « pourchassés »...

Quatre ans plus tard, la montagne de promesses accouche d'une souris malingre, et hypocrite : l' « Union bancaire ». Un « superviseur », nous dit-on, mais qui ne définit aucune règle, qui autorise encore tous les agiotages, et qui permet bien des Lehman Brother.

Comment les financiers et leurs lobbies ont-ils fait, en coulisses, pour obtenir ce blanc-seing ? Comment ont-ils désarmé, entouré, un pouvoir politique qui prétendait les tenir sous contrôle ? Comment ont-ils transformé leur débâcle de 2008 en victoire aujourd'hui ?

Fakir vous emmène dans la fabrique d'une loi.

Mardi 30 octobre 2012

Merci pour l'invite

Expéditeur : presse @europarl.europa.eu

Objet : Invitation à un séminaire de presse sur l'Union bancaire (Bx, le 5 décembre)

Bonjour,

Le service de presse du Parlement européen organise un séminaire de presse sur l'Union bancaire le 5 décembre prochain à Bruxelles.

Le PE prend en charge les frais de voyage (train en 2ème classe) et une éventuelle nuit d'hôtel dans la limite de 180 Euros (frais annexes inclus type taxi) des journalistes qui souhaitent participer à cet évènement.

Merci de me dire si ce projet intéresse votre rédaction. Un programme définitif vous sera envoyé dès que possible.

Cordialement.

C'est Mathieu, un « vrai » journaliste, qui nous a fait suivre cette invitation par courriel. Et bien sûr que ça l'intéressait, notre rédaction, que le Parlement européen nous paie un voyage, le train, l'hôtel, le taxi, le p'tit déj, le cocktail, quoi encore ? pour qu'on revoie, sans déboursier un rond, le Manneken Pis et nos copains belges. Plus sérieusement : c'était le point final, pour nous, d'une enquête démarrée trois années auparavant. À Bruxelles, déjà. Retour en arrière.



Mercredi 25 février 2009

Les experts indépendants

Après la chute de Lehman Brother, et la crise devenue mondiale, Manuel Barroso, le président de l'Union européenne, avait nommé des « *experts indépendants* » pour « *renforcer la supervision financière* ». Ce mercredi, dans la salle de presse de la Commission, le « *groupe de Larosière* » allait rendre ses « *recommandations* ». On y était, presque par hasard.

Et on avait potassé, à l'avance, le curriculum vitae ces « *experts indépendants* ».

Jacques de Larosière, d'abord, son président. Ancien directeur du Fonds monétaire international (FMI), puis gouverneur de la Banque de France, il est mis en examen, en 2000, à cause de l'affaire du Crédit Lyonnais : c'est lui qui présidait la commission bancaire chargée de surveiller les établissements financiers (*L'Expansion*, 5/07/2000). Et c'est lui qu'on charge, désormais, de surveiller la spéculation mondiale...

Est-ce pour ce succès qu'on l'a sélectionné ? Un indice : il co-préside Eurofi. Un « *think tank opérationnel*, indique le site de l'association (dans un français approximatif), *dédié à l'intégration de l'Europe des services bancaires et financiers* », et qui travaille avec « *les différents types d'institutions financières comme les banques, les brokers, les compagnies d'assurance ou encore les infrastructures de marché, les représentants des consommateurs, les Institutions de l'Union Européenne (Commission, Parlement, Conseil, Banque Centrale Européenne [BCE]...)* ».

Parmi les membres de Eurofi : Axa, BNP-Paribas, Citygroup, Goldman Sachs, JP Morgan Chase, etc., plus des

Quand les casseurs dictent leur loi (1)

partenaires comme Fortis, Natexis, Dexia. Bref, pour revoir la finance internationale, on a choisi un lobbyiste... de la finance internationale !

Il a dû bien s'entendre avec ses collègues. Sir Callum Mac Carthy, par exemple, le président du Financial Service Authority, était chargé de réguler la finance en Grande-Bretagne - et qui l'a triomphalement régulée : là-bas, alors que les banques s'écroulaient, il s'est fait traiter d' « aveugle », de « comateux » par des députés, mais de ce côté de la Manche, il redevient un « expert ».

Mieux : dans son comité, figure Rainer Masera, un ancien directeur général de Lehman Brothers, la banque d'où est partie la débâcle...

Qu'on ajoute Otmar Issing (de Goldman Sachs), Onno Ruding (de Citygroup), et l'on devine que la spéculation tremble déjà. Comme si l'on demandait aux chefs des gangsters : « Quelle réforme de la police souhaitez-vous ? »

Dans le « Press Room », on avait donc tenté de perturber le ronron : « ...groupe indépendant... rapport équilibré... restaurer une confiance... Lien avec l'éthique fondamentale... harmoniser les règles... revoir la macro-surveillance... »

Mais le porte-parole avait choisi d'autres journalistes, qu'il appelait par leur prénom. Je m'étais précipité à la tribune. Barroso avait déjà filé. De Larosière aussi. Restait le porte-parole du Président, que je coince :

« Dans la composition, j'ai vu qu'il y avait De Larosière, mis en examen en France parce qu'il n'avait pas suffisamment surveillé la spéculation, est-ce que c'est normal de reprendre, pour modifier le système, des gens liés à l'ancien système ? »

- On a choisi un groupe avec un nombre d'experts indépendants. Il fallait des experts qui connaissent le système.
- Choisir une personne de Lehman Brother pour travailler sur la régulation...
- Mais écoutez, il fallait des experts qui connaissent le système », etc.

Enfin, ça avait tourné deux minutes en boucle comme ça, avec « indépendant », « experts », « connaissent le système ».

Il faudrait d'autres charges pour ébranler leur ronron et leurs certitudes. On pouvait compter sur le Parti Socialiste Européen, qui le soir même sortait un communiqué enthousiaste : « Aujourd'hui devrait être un jour important dans l'histoire des marchés financiers internationaux, etc. »



Mercredi 21 décembre 2011

La feuille de route

Deux années se sont écoulées.

Et qu'a fait l'Union européenne contre la spéculation ? A-t-elle imposé la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires ? A-t-elle surveillé les BNP, HSBC et autres Société Générale ? Contrôlé que les fonds alloués par la Banque Centrale Européenne sont bien utilisés pour l'économie réelle, pour des prêts aux ménages, aux collectivités, aux entreprises - et non pour de nouvelles « bulles spéculatives » ? A-t-elle lutté contre le « trading » sur les matières premières, la nouvelle lubie des salles de marché qui jouent sur le blé, le riz, le maïs, c'est-à-dire sur les vies ? A-t-elle imposé une taxe sur les transactions financières à ses frontières, pour limiter les flux de capitaux ? Rien de tout ça.

Pourquoi ce laxisme ?

À cause du rapport de Larosière ? Ou bien ce n'était qu'un pensum, parmi d'autres, un de plus, un de moins, qui jaunissait dans un bureau ?

Un article des *Échos* a confirmé notre piste. Dressant un portrait de Larosière et de son rapport, le quotidien économique écrivait : « *Les grandes réformes récentes en sont issues* » (3/10/11).

Ça n'était pas, donc, qu'un tas de papiers en plus. Ce texte aurait largement influencé la non-régulation.

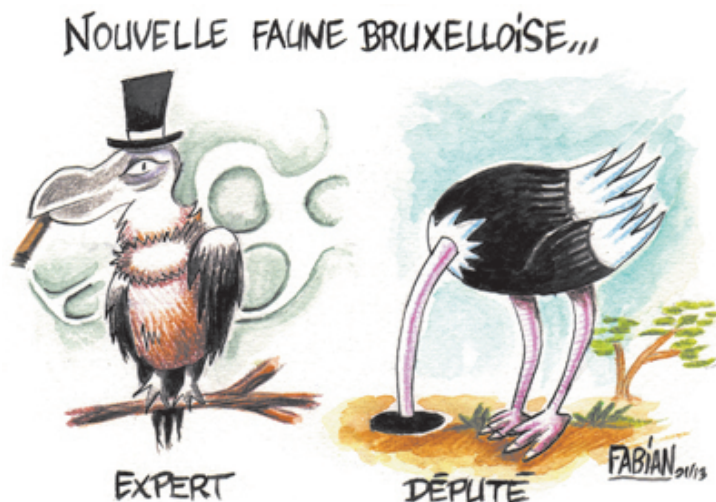
On a appelé la Commission pour vérifier.

Sur mon portable, « *Chantal Hughes, la porte-parole du commissaire Barnier* » nous a laissé un message. Que l'on transcrit car, l'air de rien, il dévoile un processus souvent caché :

« *Sur le groupe de la Rosière qui je crois vous intéresse, qui a été nommé par le président Barroso pour apprendre les leçons de la crise, ils ont écrit un rapport en leur nom qui a ensuite été repris par les chefs d'État et de gouvernement qui en ont repris les grandes lignes pour, euh, déterminer, euh, un peu, euh, les réformes à mettre en oeuvre, euh, du côté financier. Ç'a été, en effet, une des grandes lignes directrices qui a été utilisée, c'est-à-dire ce que les chefs d'Etat ont repris et ont signé comme étant la feuille de route européenne sur les services financiers. Voilà. Ensuite, ça a été complété au niveau du G20 et que nous mettons maintenant en oeuvre. Voilà, merci beaucoup. Au revoir.* »

Comment se fabrique un consensus ? Ces quelques phrases le résument bien.

1. un rapport officiel, plutôt confidentiel, est directement rédigé par des financiers ;
2. un technicien, sinon un technocrate, non-élu, ici le président de la Commission en « *reprend les grandes lignes directrices* » ; -# les politiques « *valident cette feuille de route* », conscients ou non d'être les porte-voix de la finance ;
3. les mêmes chefs d'État européens soutiennent « *cette feuille de route au niveau du G20* », à l'échelle internationale.



Lundi 9 janvier 2012

@bnpparibas.com

Dans la foulée, on a cherché à interviewer Jacques de Larosière sur cette influence. On s'est adressé au lobby Eurofi, qui nous a conseillé de lui envoyer un courriel à : **jacques.delarosiere @bnpparibas.com**

Voilà qui était le chef des « *experts indépendants* » : un homme qu'on contacte, non pas dans une université, non pas dans un labo de recherche, non pas dans un ministère, mais dans l'une des plus grandes banque d'Europe ! Un mastodonte qui possède 347 filiales dans des paradis fiscaux ! Une société qui a investi gros en Grèce, et qui pèse pour retrouver ses billes !

Ce sont ces intérêts qui, dès le départ, ont orienté l'Union bancaire.